

Troisième époque.

Nouvel ordre mondial.

La seconde guerre mondiale conclut une période que l'on appellera plus vraisemblablement, plus tard, la guerre de Trente Ans des impérialismes européens, durant laquelle le capitalisme a failli détruire la civilisation européenne et s'est réorganisé au plan mondial, sous l'hégémonie de l'impérialisme américain.

Toutes les analyses "campistes" selon lesquelles la formation du bloc soviétique et la révolution chinoise sont de terribles défaites pour l'impérialisme, analyses qui croient s'appuyer sur un argument matériel en constatant qu'avec l'Europe orientale et la Chine le capitalisme perd d'énormes marchés et le contrôle direct d'un tiers de la population mondiale, se situent en dehors de la dynamique réelle des événements.

Elles oublient en effet, que le marché mondial était complètement disloqué depuis le début des années trente. La reconstitution d'un marché mondial, doté dès le début de normes et d'institutions visant à favoriser systématiquement son expansion et son ouverture (conférence de Bretton Woods, 1944, accord du GATT, 1947), est au contraire un processus de reconstitution puis d'expansion.

Il ne récupère pas l'URSS, mais celle-ci est ravagée et le potentiel révolutionnaire éventuel de ses peuples a été épuisé pour quelques temps par l'énergie dépensée pour chasser l'envahisseur nazi.

L'Europe orientale n'est pas une sphère décisive d'investissements de capitaux et elle avait échappé aux autres impérialismes depuis que l'Allemagne l'avait prise sous contrôle.

La partie orientale de l'Allemagne n'est pas le cœur du capitalisme allemand ; le génocide des Allemands orientaux et l'élimination des junkers prussiens ouvrent au contraire la possibilité d'un recentrage de l'impérialisme allemand sur la zone rhénane, d'une intégration beaucoup plus poussée de cet impérialisme à l'Europe occidentale et d'une ouverture durable aux capitaux américains, toutes conditions qui avaient fait faux bond en 1929, et qui sont cette fois-ci reconstituées de manière durable.

Enfin, l'état de la Chine en guerre permanente depuis des décennies avant la révolution de 1949 ne permet pas de dire qu'il y ait eu là une perte économique fondamentale pour l'impérialisme. Et sur le plan politique, le fait que la victoire révolutionnaire et nationale du peuple chinois, en 1949, soit encadrée et cadencée par l'appareil stalino-maoïste signifie aussi que le poids de la défaite historique de la révolution chinoise de 1927 continue, à l'échelle du siècle, à s'exercer.

La vérité est qu'il y a, autour de 1945, reconstitution d'un marché impérialiste mondial sur des bases relativement stables, qu'il n'avait plus depuis 1914. A l'échelle de l'histoire de l'humanité, les forces productives ont cessé de croître, ce qui ne signifie pas un arrêt de leur croissance quantitative, comme dans les années trente, mais que tout bond en avant de leur part va déboucher sur des contradictions accrues. La considérable croissance des forces productives, en termes de production, de productivité, et en termes démographiques, qui s'engage en 1945 va en effet déboucher, en quelques décennies, sur une situation où la survie même de l'humanité, voire de la planète Terre, sera en cause : la contradiction entre forces productives et rapports sociaux atteindra son paroxysme. Mais à l'échelle des années 1945 et suivantes, il y a bond en avant, retour de l'espoir et, significativement, "baby boom" en Europe.

Par rapport à cette évolution, la clôture du bloc soviétique derrière un réseau de murs, de rideaux électrifiés et de miradors, sous l'égide des kapos et des espions, n'est pas un progrès. Le stalinisme ne représente pas une situation historiquement progressiste par rapport à l'impérialisme. Par contre, cette clôture, associée à la coupure de l'Europe, de l'Allemagne et de Berlin en deux, effroyable meurtrissure pour la culture et la civilisation, meurtrissure qui prolonge les crimes impérialistes et nazis de la seconde guerre mondiale

des décennies après, est tout à fait fondamentale pour asseoir le nouveau démarrage du capitalisme après 1945. La formation du bloc stalinien est au fondement de l'ordre mondial instauré alors. Cette formation procède directement du rôle contre-révolutionnaire de l'armée dite rouge et des partis staliniens en Europe, dans le cadre des accords de Yalta, dont il a été question à la fin de la partie précédente de ce travail.

Cela signifie que la formation du bloc stalinien (pays du Pacte de Varsovie) n'est pas une extension des conquêtes d'Octobre 1917, mais au contraire qu'elle est au fondement de la stabilisation provisoire du capitalisme mondial et de l'impérialisme durant le second vingtième siècle. La formation d'États du même modèle, mais en dehors de la volonté de Moscou (Chine avant tout, et aussi Yougoslavie, Albanie, Viêt-Nam, Cuba) est plus contradictoire, car elle a représenté une victoire nationale pour les peuples concernés à ses débuts, mais elle a été au bout du compte intégrée à la logique des blocs qui en a détruit ou considérablement réduit (dans le cas cubain) la portée révolutionnaire.

Les choses ne se sont pas mises en place de manière préalablement planifiée. Les forces américaines en Europe envisageaient d'abord de gouverner avec les composantes étatiques qui avaient collaboré avec les Allemands, puis envisageaient une mise en coupe réglée du continent, centrée sur l'annihilation de l'économie allemande (plan Morgenthau). Staline soutenait chaudement cet objectif. L'ouverture de situations révolutionnaires, même contenues comme on l'a dit, en France, Italie et ailleurs, a joué un rôle décisif pour contraindre l'impérialisme à "tourner". Précisons bien que, contrairement à la vision courante, campiste, de l'histoire, ce n'est pas le "danger soviétique" qui a fait renoncer les Américains à une administration directe de la France, par exemple. Le talon de fer de l'armée "rouge" opprimant la moitié de l'Europe n'était pas un frein, mais une aide aux pires projets impérialistes. Ce qui a contraint l'impérialisme américain à reculer sur ses objectifs immédiats, c'est à la fois la réalité d'un mouvement de masse en Europe et la pression des masses américaines elles-mêmes.

Sur le continent, outre les situations déjà signalées en France, Italie, Belgique, il faut rappeler que même en Allemagne, contre les forces d'occupation et la division du pays en zones étanches, la classe ouvrière se réorganise en 1945, brièvement dans des comités faisant face à l'urgence lors de l'effondrement de l'État, puis très vite dans le cadre de ses syndicats et du parti social-démocrate reconstitué, refondé d'abord illégalement par un réformiste droitier attaché aux droits de la nation allemande et aux libertés démocratiques, Kurt Schumacher. Au même moment, le triomphe électoral du Labour en Grande-Bretagne, le rejet par les masses du régime de Churchill avant même la fin de la guerre, rendant intenable la politique d'union nationale des chefs travaillistes, les contraint à gouverner, certes dans le sens des intérêts capitalistes, mais en faisant de larges concessions à la classe ouvrière.

Mais la conscience spécifique des masses américaines envers la guerre est un élément déterminant du cours des événements. Contre les isolationnistes et contre les partisans d'une union sacrée excluant les grèves (ce qui fut le cas du PC américain à partir de 1941), les syndicalistes du CIO, de l'UAW (*United Automobile Workers*), secteur le plus avancé des luttes de classe aux États-Unis depuis la fin des années trente, ont en fait soutenu la guerre en tendant à lui assigner leurs propres objectifs : éradiquer le fascisme et le nazisme et libérer les peuples d'Europe -tout en persistant à mener des luttes sociales et des grèves en pleine guerre. Mélangée à des grandes illusions sur le rooseveltisme, cette orientation des secteurs clefs du prolétariat combatif allait dans le même sens que cette "Politique Militaire du Prolétariat" que Trotsky avait commencé à dessiner en 1940, peu avant d'être assassiné. Elle heurtait de front la politique de guerre de Roosevelt jusqu'au débarquement en Europe et même au delà : racisme anti-jaunes, maintien de Franco, etc.

Mais à partir du débarquement en Italie puis en France, elle fut forcément entraînée par ses illusions sur le caractère démocratique et libérateur de l'impérialisme américain : pour la première fois dans l'histoire -et la dernière aussi, d'ailleurs, à ce jour- des soldats

apportaient des bienfaits matériels et des horizons nouveaux aux pays qu'ils investissaient, et les filles, au lieu d'être cachées dans des caves à leur approche, se jetaient dans leurs bras. L'inverse exact de l'armée "rouge" dans l'autre partie de l'Europe, ce repoussoir absolu.

Une vision unilatérale de l'histoire empêche de comprendre que le jeune travailleur américain sous l'uniforme arrivant en libérateur en Sicile ou en Normandie n'était pas seulement un représentant de son commandement impérialiste. Se considérant comme des libérateurs et pas comme des occupants, ces soldats, en 1945 et 1946, ont manifesté pour rentrer chez eux, de Paris aux Philippines, et cela aussi a pesé lourd dans le cours des événements. D'autant que les plus grandes grèves ayant eu lieu depuis 1938, et jusqu'à aujourd'hui, éclataient sur le territoire américain en 1946.

Pour toutes ces raisons, c'est dès avant 1947 que l'impérialisme américain avait opté pour relancer, à un rang secondaire mais comme autant de puissances autonomes, les impérialismes européens. L'explosion de luttes de classe de cette année là le contraint à mettre le paquet économiquement. Officiellement, il s'agit de faire barrage au communisme en nourrissant les populations et relançant les économies, par le plan Marshall. Les grèves insurrectionnelles de la Ruhr, totalement occultées par les manuels d'histoire, inaugurent ce cycle qui se poursuit par les grèves Renault en France, des grèves de masse en Italie et une grève générale, la seule de son histoire, dans le Japon occupé.

Les prêts, dons et exportations de capitaux du plan Marshall s'adressaient aussi à l'URSS et à ses satellites et répondaient sans nul doute, partiellement, à leurs besoins économiques. La bureaucratie, après une hésitation, estima qu'il ne lui était pas possible d'accepter car elle serait vassalisée économiquement et surtout perdrait le contrôle des pays satellites, source de pillage pour elle. Elle amplifia donc la vaste recollectivisation de l'URSS engagée dès 1946, dans les zones où la guerre avait disloqué la plupart des kolkhozes et où le marché libre s'était reconstitué, et effectua un alignement des économies des pays satellites sur son économie et sa société. Ce formatage militaro-policiér, même s'il utilisa contre les bourgeoisies locales affaiblies une mobilisation contrôlée de la classe ouvrière (coup de Prague de février 1948), n'a strictement rien à voir, de près ou de loin, avec une révolution prolétarienne, et ne donne évidemment pas naissance à des "États ouvriers", mais à des États bourgeois sans bourgeoisies, contrôlés par Moscou. Les conséquences politiques en furent globalement favorables à la bourgeoisie en tant que classe internationale.

En effet, à l'échelle de l'Europe, se cristallisait un "bloc" oriental, repoussoir au nom duquel agissait les partis communistes occidentaux (France, Italie), tandis que des secteurs croissants de la classe ouvrière refusaient de soutenir ces régimes d'oppression et étaient renvoyés dans les partis et syndicats réformistes, voire chrétiens. Plus précisément, à l'échelle de l'Allemagne, la destruction des partis ouvriers -SPD et KPD- par leur intégration dans le parti étatique et policier que sera le SED de la zone d'occupation soviétique, puis le blocus de Berlin lancé le jour même où une dernière vague de grèves tendait à s'étendre à tout le pays, et finalement l'organisation d'un Etat-prison, la RDA, ont seuls permis à la bourgeoisie rhénane, à la démocratie-chrétienne et à la RFA de récupérer à leur profit la continuité nationale de l'Allemagne.

De plus, dans les Balkans, où c'est contre la volonté de Moscou que le capital avait été exproprié, non pas en 1947-1948, mais pendant la seconde guerre mondiale, en Yougoslavie et en Albanie, la mise en place du bloc stalinien à l'Est avait aussi pour but de mettre au pas ces deux États. Là encore, le blocus de Berlin et l'anathème lancé contre Tito furent quasiment simultanés. Mais la bureaucratie yougoslave ayant sa base chez elle, et non à Moscou, put résister avec le soutien populaire. Toutefois, restant une bureaucratie, elle ne faisait pas le choix de la révolution, mais au contraire s'en détournait consciemment. Sa trahison des partisans grecs puis son rapprochement diplomatique et économique avec Washington, comme plus tard d'ailleurs son soutien utile à Moscou contre les révolutions anti-bureaucratiques en Europe centrale, en montrent la nature. Finalement, quoique avec

des difficultés, la petite anomalie yougoslave était intégrée à l'ordre mondial reposant sur la domination américaine et la division de l'Europe justifiant cette domination.

La division de l'Europe et, dans des pays comme la France et l'Italie, la division de la classe ouvrière, entraînèrent un reflux des luttes ouvrières après 1947. Mais c'est aux États-Unis que ce reflux fut le plus caractérisé, le plus profond.

Après les grandes grèves de 1946, la lutte des classes en Amérique est dans un moment tournant : pour aller plus loin, il lui faudrait s'engager vers la constitution de la classe ouvrière en parti et vers des grèves générales nationales, à l'échelle des États-Unis. La menace de la loi Taft-Hartley contre l'indépendance syndicale et le droit de grève, qui lance la grande campagne anticommuniste de ce que l'on appellera bientôt le maccarthysme, conduit les appareils syndicaux à faire voter massivement pour le successeur de Roosevelt, Truman, aux élections de 1948. Mais Truman élu applique la loi Taft-Hartley. Les congrès syndicaux se sont succédés pour purger les "communistes". Le moment qui matérialise le tournant, c'est le congrès de l'UAW de novembre 1947. Les militants syndicalistes "purs et simples" du CIO des années trente, les syndicalistes rooseveltiens de gauche des années quarante, deviennent des suppôts de la guerre froide.

Ce ne sont pas des gangsters, comme l'ont par exemple raconté en France les stalinien dans leur propagande contre le syndicalisme américain, mais leur ralliement durable à leur impérialisme, qui n'aurait pas été possible sans le spectacle repoussant de l'asservissement de l'Europe à l'Est du rideau de fer et sans le sentiment d'avoir libéré l'Europe du fascisme et du nazisme, qui a transformé leur internationalisme confus en un soutien politique à la première bourgeoisie du monde, est donc un événement décisif du XX^e siècle. Il assure un calme relatif à l'impérialisme américain chez lui, causant par exemple la division entre le gros de la classe ouvrière et les secteurs des masses noires et de la jeunesse radicalisée dans les années soixante.

Dans cette mise en place d'un cadre mondial durable, un puissant événement pouvait ne pas cadrer. En Chine, l'effondrement de l'État de Chang Kaïchek, sans légitimité nationale aux yeux de la bourgeoisie elle-même, et les révoltes paysannes généralisées portent l'armée rouge de Mao de victoires en victoires. Finalement, elle se substitue à l'ancien État -non sans en recycler de larges pans- et instaure sur toute la Chine un pouvoir officiellement "communiste". Sans que la bourgeoisie nationale ne soit tout de suite détruite, le pays est soustrait à la domination impérialiste par le monopole d'État du commerce extérieur et l'étatisation des banques et du crédit.

La bureaucratie stalino-maoïste ne demandait pas mieux que de s'insérer dans les relations internationales existantes. Menacée par Washington, elle cherche donc à participer au bloc soviétique, mais en position de partenaire plutôt que de vassal, comme le sont tous les autres pays du bloc autres que l'URSS. Or, à l'évidence, l'invasion de la Corée du Sud par la Corée du Nord, État croupion constitué par l'armée "rouge" russe, fut une provocation destinée à pousser la Chine devant les États-Unis, soit pour la disloquer, soit pour la contraindre à se soumettre entièrement au contrôle russe. L'intervention chinoise dans la guerre de Corée a ébranlé le deal qui existait de fait contre elle entre Moscou et Washington, et a infligé sa première défaite militaire sérieuse à l'impérialisme américain. Mais elle a aussi épuisé les forces chinoises. A partir de là, une fois les positions figées sur le terrain autour de la future ligne de démarcation, la poussée révolutionnaire en Asie était globalement, encore que difficilement, contenue.

Je simplifie ici l'exposé des faits car il faudrait aussi évoquer le Japon, l'Indonésie, et l'Indochine où les masses paysannes se soulèvent, à la suite du soutien chinois au Viet-Minh apporté en 1950 -sans lequel le Viet-Minh, qui avait ouvert la voie à l'impérialisme français en écrasant la révolution de 1945, connaissait le sort des maquis grecs à la même date-, ce qui conduit aux accords de Genève de 1954, très favorables à l'impérialisme en regard aux rapports de force sur le terrain. Par ces accords un nouvel État militaro-bureaucratique, sans capital privé à l'intérieur de ses frontières, naît, le Nord Viêt-Nam.

Il faudrait, surtout, évoquer l'Inde : comme nous l'avons dit à propos de la "Lutte d'août" en 1942, la charge révolutionnaire de l'indépendance indienne fut désamorcée par la partition et les massacres communalistes de 1947, posant les bombes à retardement de futures guerres à l'échelle de continents.

C'est, enfin, dans cette période qu'est mis en place l'État d'Israël, en lieu et place de la Palestine arabe, qui va subsister et se constituer en nation dans sa lutte contre Israël. Cet État est porté sur les fonts baptismaux par Washington et Moscou, ensemble, et seul le génocide des Juifs par les nazis (qui a de plus éliminé physiquement l'essentiel des composantes non-sionistes du mouvement national juif, à savoir sa principale composante ouvrière, le Bund) lui confère une légitimité nationale pour la majorité des Juifs. En même temps, l'union sacrée contre Israël devient, structurellement, un argument de gouvernement, de domination et de répression aux mains des régimes arabes.

Les caractères généraux de la période 1945-1989 : le cadre géopolitique global contre-révolutionnaire.

La division de l'Europe et de l'Allemagne, la révolution contenue en Europe et en Asie malgré la réalisation de l'indépendance chinoise par la rupture de la Chine avec l'économie mondiale capitaliste et impérialiste, la partition de l'Inde et celle de la Palestine, et la division de la classe ouvrière entre "réformistes" et "communistes" dans des pays comme la France et l'Italie, voire le ralliement de ses couches d'avant-garde à leur propre impérialisme aux États-Unis : cet ensemble de faits met donc en place la période nouvelle qui va occuper l'essentiel du second XX^e siècle. Avant de poursuivre l'exposé des grandes lignes de cette histoire, puisqu'à aucun moment l'histoire ne s'arrête, il nous faut dégager les grandes lignes de ce moment crucial de l'histoire de l'humanité.

Moment crucial en effet, car le capitalisme avait fait son temps, et il se survit, semblant retrouver une seconde jeunesse, dans le monde américain, au sein duquel le monde stalinien et la Chine sont des sous-ensembles continentaux encerclés et en même temps les auxiliaires, les justificatifs, du monde capitaliste global. Dans ces quelques décennies les progrès techniques, scientifiques, démographiques sont les plus remarquables de toute l'histoire ; et leurs conséquences dans le cadre capitaliste sont les plus catastrophiques, les plus périlleuses.

Le caractère général de la période est qu'un encadrement de la lutte des classes, à l'échelle mondiale, s'est constitué dans la combinaison entre la formation du bloc continental stalinien et la réunification-expansion du marché mondial impérialiste sous hégémonie nord-américaine.

Dire cela ne signifie pas, précisons-le tout de suite, que les carottes étaient cuites pour toute la période : bien au contraire, toute stratégie révolutionnaire dans ces conditions nouvelles devait précisément être conçue, à la fois dans la continuité et en intégrant les changements par rapport à la période précédente, en vue de briser ce cadre en portant les coups sur ses articulations essentielles.

Observons tout de suite aussi que ce fait conduit à comprendre que l'Europe, qui n'est plus le centre du monde au plan des forces productives, de l'impulsion des principaux mouvements de capitaux, ni par sa force militaire, le reste ou le redevient au plan de la lutte des classes et de la stratégie révolutionnaire, puisque c'est là que se concentre tant la division que l'unification, l'encadrement, du monde : la crise conjointe de l'impérialisme et du stalinisme, les coups conjoints de la révolution, doivent se nouer et se porter en Europe. C'est pour cela que l'année où la révolution a exercé la plus forte pression, dans cette période, est l'année 1968, et c'est pour cela que, de manière sous-jacente, la question allemande, la question de ce pays et de cette nation qui, depuis le début, depuis l'époque d'Engels, est au centre de toute stratégie révolutionnaire consciente, demeure.

Cette centralité paradoxale de l'Europe, et, à l'intérieur de celle-ci, cette rémanence de la question allemande, indiquent en même temps que l'impérialisme américain, comme nous l'avons dit en abordant sa première intervention militaire en Europe sous Wilson, empêche l'Amérique de jouer son rôle de centre nerveux de la culture humaine, empêche l'Amérique, en devenant les Amériques, de se réaliser pleinement et, à terme, la conduit elle-même dans le mur.

L'assurance contre-révolutionnaire des classes dominantes à l'échelle mondiale est le produit des défaites de la période 1914-1945. Elle consiste à la fois dans l'absence d'organisations de masse pouvant servir de base d'appui à une stratégie révolutionnaire et dans le rôle des appareils contre-révolutionnaires, staliniens et "social-démocrates", issu lui aussi des défaites de la période antérieure mais inséparable de l'ordre géopolitique mondial établi à partir de 1945, ces deux données étant évidemment complémentaires.

Avant 1914, la social-démocratie allemande et en général l'Internationale donnaient sa base organisationnelle et de masse à une stratégie révolutionnaire. Bien que cette base ait fait faux bond, elle légua à la période suivante le parti bolchevik. La conversion du parti bolchevik et de l'URSS en points d'appui du maintien du capitalisme et de la contre-révolution à l'échelle mondiale créa un vide. Ce résumé synthétique serait incomplet si l'on n'ajoutait que ce rôle contre-révolutionnaire mondial a empêché la maturation d'autres courants de masse que leur développement "naturel" appelait à jouer le rôle de la vieille social-démocratie ou des bolcheviks : syndicalisme britannique de lutte de classe après 1926, communisme chinois démocratique et paysan -dont l'appareil militaire stalino-maoïste ne sera que le triste ersatz-, anarcho-syndicalisme et socialisme de gauche espagnol et catalan dans la révolution et la guerre civile espagnoles, syndicalisme industriel "pur et simple" à l'américaine finalement accolé à "son" impérialisme.

Dans ces conditions, au début de la période du second vingtième siècle, il n'existe pas d'organisation de masse susceptible de jouer un rôle comparable à ces précédents, celui d'éléments organisés déjà existants pour la révolution.

Les courants politiques qui ont conscience que l'obstacle à la révolution est constitué par les appareils bureaucratiques "réformiste" et stalinien, à savoir en général les trois familles trotskyste, anarchiste, et communistes de gauche (ou communistes des conseils, bordiguistes et ultra-gauches), nonobstant leurs différences, sont dans une situation de marginalisation globale.

Ayant raté le rendez-vous révolutionnaire des années 1940 et n'ayant pas eu le temps, ni parfois la volonté, de digérer les leçons des périodes précédentes (perspective de la République démocratique et soviétique comme forme de État ouvrier, front unique ouvrier), elles s'installent dans le rôle, non pas de forces révolutionnaires actives, mais de buttes témoins sectaires, contribuant à transmettre un héritage intellectuel et politique et une tradition, une mémoire du combat -et cette contribution est irremplaçable- mais connaissant aussi déformations, sectarisations et décompositions diverses dans ce contexte. Nous verrons que d'une façon générale, en dépit de percées et d'efforts indéniables, elles ne se sont pas situées au niveau d'élaboration et d'imagination d'une stratégie révolutionnaire correspondant à la nouvelle période dont les traits dominants, que ce soit le redémarrage du monde capitaliste ou la formation d'États staliniens, les ont souvent déroutés ou aiguillés sur des voies de garage. Ce qui fait que leur contribution aux nouvelles forces révolutionnaires organisées qui, nécessairement, allaient à la longue tendre à réapparaître durant cette période, ne sera pas ce qu'elle aurait pu et dû être, cela non sans conséquences.

A l'absence d'appareils organisationnels ayant une base de masse et étant révolutionnaires ou pouvant le devenir, correspond donc la présence d'appareils contre-révolutionnaires, sommairement les "réformistes" (terme impropre) et les staliniens. Ce qui importe ici, c'est de comprendre que dans la période du second vingtième siècle, le rôle

politique de ces appareils n'opère pas et ne peut pas s'expliquer pays par pays, mais dans le cadre géopolitique mondial de l'unification-division du monde.

Dans un même mouvement, la cristallisation du bloc stalinien, flanqué d'excroissances (Chine, Yougoslavie et Albanie, puis Indochine et Cuba), accompagne la reconstitution et l'élan expansif d'un marché mondial impérialiste centré sur les États-Unis. Les "pays socialistes" servent soit de référence, soit de repoussoir (ou tantôt l'un tantôt l'autre). Dans tous les pays leur poids bouche les perspectives de la révolution.

D'abord en imprimant une politique globale de coexistence pacifique -la formule, d'origine russe, ne date pas de Khrouchtchev, mais de la guerre de Corée- et d'alliance avec les bourgeoisies "nationales", de variantes de Fronts populaires ou d'union nationale (c'est le cas par exemple des deux PC indiens, installés durablement au pouvoir depuis les années soixante, l'un au Bengale, l'autre au Kerala, dans une cohabitation structurelle avec le Parti du Congrès bourgeois au plan national). Mais aussi en faisant de la représentation de l'État "à la soviétique", c'est-à-dire à la stalinienne, le modèle de ce dont pourrait accoucher une révolution. D'autant plus que dans les quelques cas d'expropriation du capital réussie, c'est ce modèle qui est réalisé et qui fourvoie les pays concernés dans une impasse contre-révolutionnaire les ramenant au capitalisme, mais au bout d'un temps suffisamment long d'affrontement, parfois armé, avec l'impérialisme, pour que cela fasse un effet d'illusion mondial. Le capital d'enthousiasme et d'espoir de la révolution chinoise, de Cuba, du Viêt-Nam, est ainsi mis au service de la perpétuation du "modèle stalinien", qui sans eux aurait épuisé ses effets plus vite. Cela d'autant plus que le mythe du pays-armée combattant l'impérialisme a été porté aussi par des dictatures sanguinaires n'ayant absolument pas exproprié le capital et ayant surtout égorgé les révolutions authentiques de leurs propres peuples, comme en Éthiopie et dans pas mal de pays africains.

Finalement, la transformation du modèle en repoussoir, par une prise de conscience inévitable par delà tous les mensonges, agit elle aussi comme un frein. Cette transformation était opérée bien avant 1989 et la soi-disant "chute du communisme". La première couche, décisive, du prolétariat mondial, a en avoir ressenti les effets a été, nous l'avons dit, la classe ouvrière des syndicats industriels américains, au début de la période. Sur l'ensemble de la période, la conversion du monde "soviétique" du modèle au repoussoir désespérant affecte l'ensemble de la classe ouvrière, des intellectuels et des couches opprimées du monde entier.

C'est donc dans ce cadre géopolitique global que fonctionne, pendant quarante cinq ans, ce qu'il est convenu d'appeler "la politique contre-révolutionnaire des appareils". Si cela fonctionne, c'est aussi parce que les relations entre le monde global, dominant et ouvert, et le sous-monde stalinien, continental et fermé, sont conflictuelles. Si par bien des aspects ils collaborent ouvertement et consciemment, et cela de manière croissante, les antagonismes sont bien réels. Les capitaux ne peuvent s'exporter librement vers les pays du type stalinien, où l'État a le monopole du commerce extérieur. A ce problème très matériel s'ajoute le fait que les idéologies auto-justificatrices de part et d'autre -"monde libre" contre "empire du mal" ou bien "camp du socialisme et de la paix" contre "camp de l'impérialisme et de la guerre"- ont leur dynamique propre et que des secteurs au pouvoir y croient -surtout en Amérique- parce qu'il est nécessaire que la guerre fictive soit jusqu'à un certain point réalité pour pouvoir jouer son rôle réel de garde-fou contre-révolutionnaire et reproducteur de l'ordre mondial.

Donc, entre les deux "camps", il y a des zones d'affrontement qui correspondent aux pays dans lesquels la prise du pouvoir par une bureaucratie militaire n'avait pas été voulue par Moscou -dés 1945 Trieste et l'Adriatique, puis les frontières maritimes de la Chine et ses frontières terrestres avec l'Inde, la guerre du Viêt-Nam, et Cuba. S'y ajoutent, au Congo du début des années 1960 puis dans plusieurs pays de la Corne et du Sud de l'Afrique après 1975, des affrontements par guérillas et factions locales interposées. Ces zones d'affrontement sont, pour Moscou, et aussi, pour son propre compte, pour Pékin, des zones sans enjeu majeur, pouvant servir de monnaie d'échange avec l'impérialisme.

Mais de manière centrale, à cinq reprises, la menace de troisième guerre mondiale a semblé proche : lors du blocus de Berlin en 1948-1949, lors du début de la guerre de Corée en 1950-1951, lors de la crise des missiles à Cuba en 1962 et peu avant, lors de la construction du Mur de Berlin, et enfin lors des menaces de recours à l'arme nucléaire proférées par Brejnev lors de la guerre du Kippour en 1973. A chacune de ces occasions, la provocation initiale est une initiative de la bureaucratie, qui tourne en fin de compte en faveur de l'impérialisme et de l'ordre mondial. L'impérialisme lui, fait une vraie guerre en Indochine, tente un vrai débarquement puis impose un vrai blocus sur des dizaines d'années contre Cuba, en sachant pertinemment que "Moscou" n'engagera pas la bataille.

La "guerre froide", l' "équilibre de la terreur", la doctrine MAD (*Mutual Assured Destruction*), combine donc d'étrange et inédite manière réalité et fiction : la fiction de l'antagonisme est une réalité, sa réalité est une fiction, le basculement dans la guerre est possible, mais il n'est pas inscrit dans la logique des faits. L'économie d'armement, l'industrie nucléaire, la production de forces de destruction à un niveau inimaginable, porteur de l'anéantissement possible de toute vie sur terre, devient un caractère de la période, mais qui lui survivra : c'est en fait un trait structurel du capitalisme désormais. Le complexe militaro-industriel devient le volant d'entraînement de l'économie américaine. Et en URSS, ainsi qu'en Chine, il détourne les forces vives de l'économie et exerce une pression considérable sur toute la société, toute la population. C'est ici, non pas un volant d'entraînement, mais un facteur d'appauvrissement. Un véritable État ouvrier n'aurait en aucun cas investi le plus gros de ses moyens et orienté sa recherche scientifique et technologique vers les armes de destruction massive, ayant d'autres moyens de se défendre que ceux qui supposent le massacre des peuples à très grande échelle. Mais la bureaucratie, dans sa propre logique, n'avait d'autre moyen de se sentir à l'abri que les stocks de SS20.

Dernière caractéristique fondamentale de cet ordre géopolitique contre-révolutionnaire : la bipolarisation idéologique et militaire se combine à une unité diplomatique mondiale sans précédent, institutionnalisée dans l'ONU et dans les autres "institutions internationales". Avant de s'engager dans la guerre froide, Moscou a permis à Washington de réaliser cette construction, qui a historiquement deux sources : celles des saintes Alliances des monarchies puis des puissances européennes, du jeu diplomatique traditionnel, donc, et celle du messianisme libéral, commercial et universaliste américain qui, de la part de Wilson, avait échoué dans sa première tentative d'édifier une organisation mondiale des États. Que de tels édifices soient un voile idéologique ; et que le déploiement du marché mondial impérialiste soit toujours allé de pair avec l'existence de fait ou de droit d'un système mondial des États avec ses hiérarchies implicites et explicites ; tout cela est vrai mais ne doit pas nous conduire à minimiser la portée qu'a le fait qu'un tel système a été effectivement constitué en 1945 et qu'il est resté, comme une toile de fond, par dessus tous les conflits de la guerre froide. En l'absence d'Internationale révolutionnaire, ce système, se justifiant au moyen d'une idéologie des droits individuels et universels opposée au fascisme et au nazisme (et opposée par l'impérialisme américain aux pays staliniens), peut faire illusion ou même servir de point d'appui juridique dans des batailles démocratiques. Son existence matérialise l'unité du monde "bipolaire" de la "guerre froide".

Quatre décennies de bouleversements sans précédents.

Tel fut le cadre. Mais le contenu humain, dans ce cadre, connaît sur quatre décennies des bouleversements sans précédents. La période suivante, la période actuelle, ouverte depuis 1989, sera justement celle dans laquelle ces bouleversements vont pleinement faire sentir leurs effets et vont donner lieu à des luttes explicites et effectives. On pourrait les résumer en disant que la crise de la direction révolutionnaire, formule qui peut servir à résumer les conditions politiques ayant permis le nouveau "départ" du capitalisme après 1945, va déboucher sur une crise générale de l'humanité, justement en raison de ce maintien du capitalisme -et, par un effet en retour, cette crise générale de l'humanité va

poser en de nouveaux termes le problème de la crise de la direction révolutionnaire, dans la période postérieure ouverte depuis 1989.

Nous résumerons en cinq grand domaines les éléments par lesquels le nouveau bond en avant du capitalisme miraculé débouche sur une crise de l'humanité en tant que telle : le cycle économique, le cycle démographique, l'ouverture des possibles et l'entrée en crise des relations organiques et individuelles, l'ouverture des possibles et l'entrée en crise des rapports avec la nature, et la crise de la culture.

Le cycle économique.

Le propos de ce texte n'est pas d'analyser l'évolution du capitalisme. Mais il faut quand même, du point de vue de la stratégie révolutionnaire, donner une caractérisation de la période 1945-1989 au plan économique, car le boom d'après-guerre, puis la crise des années 70, et finalement la "mondialisation", sont à la fois des phénomènes réels et nouveaux, et des phénomènes qui ne modifient pas, mais rentrent dans le cadre général, de l'époque de l'impérialisme défini comme "stade suprême" du capitalisme.

1945-1989 c'est, grosso modo, un "Kondratiev" ou une "onde longue", c'est-à-dire la succession de deux phases, l'une plutôt expansive, l'autre plutôt récessive, d'accumulation du capital. Un tel cycle est inauguré par des bouleversements technologiques qui dégagent des surprofits et permettent de contrecarrer efficacement la tendance à la baisse du taux de profit moyen. Ensuite, la généralisation de ces "innovations", qui n'en sont plus, finit par générer elle-même cette tendance.

Mais présenté ainsi, ces cycles pourraient passer pour la répétition mécanique et nécessaire d'un processus de développement, finalement identique à lui-même, stable. En fait, dans l'histoire du mode de production capitaliste comme mode de production dominant, quatre cycles de ce type sont identifiables : ils n'ont de commun que la durée moyenne, car chacun, par ses traits généraux, économiques et sociaux et aussi politiques et militaires, diffère radicalement du précédent. Ainsi, la succession des "ondes longues" n'est pas un long fleuve tranquille, mais une spirale cumulative à chaque virage de laquelle les bouleversements s'amplifient et les contradictions se démultiplient.

Rappelons en effet, sommairement, que les cycles en questions correspondent, pour le premier, aux années 1789-1815 (expansion : révolution française et guerres napoléoniennes, révolution industrielle anglaise) puis 1815-1848 (ralentissement) ; le second aux années 1848-1873 (expansion très forte et internationalisation du capitalisme industriel, recomposition politique en Europe, Russie, Amérique, Japon, après la défaite des révolutions de 1848) puis 1873-1896 (récession, protectionnisme, avènement de l'impérialisme à partir de l'Europe bismarckienne, conquête coloniale) ; le troisième aux années 1896-1914 ("seconde révolution technologique" et aggravation des contradictions inter-impérialistes, plus grand moment d'exportation de capitaux avant la "mondialisation" de la fin du XX^e siècle, et devant elle) puis 1914-1945 ("guerre de Trente Ans" : guerre, révolution, crise, dislocation du marché mondial, contre-révolution, guerre). Celui qui correspond au second XX^e siècle est donc le quatrième cycle de ce type. Il est clair que de l'un à l'autre, il y a à chaque fois une différence qualitative, une amplification de toutes les contradictions. Si le démarrage se fait de plus en plus en fanfare, toujours plus grave, pour l'humanité dans son ensemble, est la culbute finale.

D'un point de vue strictement économique et technologique, le cycle 1945-1989 marque une évolution qualitative par rapport aux précédents : l'innovation technologique ne se limite pas à son point de départ mais devient un moteur de la concurrence elle-même. Ce qui veut dire que les bouleversements, dans la technique mais plus encore dans l'organisation de la production à toutes les échelles (internationale, nationale, locale, par usines et branches) se poursuivent tout au long de la période et deviennent plus que jamais des facteurs, non pas seulement de la concurrence, mais de la lutte des classes elle-même. Le caractère

révolutionnaire du mode de production capitaliste s'exprime de plus en plus dans un sur-place haletant, une course à la consommation, une accélération des modes, et l'obsolescence rapide du matériel.

Dans la période étudiée ici, le moteur des surprofits est d'abord lié au complexe militaro-industriel, tandis que les technologies et mode d'organisation du travail de type "fordiste" connaissent leur apogée et que le marché mondial des matières premières est réorganisée, d'une part avec la montée des industries chimiques dans les pays consommateurs riches, d'autre part avec la progression exponentielle de la consommation pétrolière. A partir des années soixante au Japon et en Asie, le mode de production (au sens de mode d'organisation du travail industriel) "toyotiste" prend le relais et se répand dans le monde : cette réorganisation correspond à une dislocation du prolétariat en petites unités de production et à l'élimination des vieux bastions syndicaux. A partir des années 1980 les "technologies de la communication et de l'information" désormais vulgarisées deviennent, par des aides de l'État et un battage médiatique et idéologique intense, le secteur "porteur" de nouveaux surprofits.

A l'échelle mondiale, le résultat majeur de ce cycle d'accumulation et des sous-cycles de plus en plus frénétiques qui se démultiplient en son sein, c'est la formation de vastes classes ouvrières dans des pays auparavant agraires et toujours dominés : Inde, Pakistan, Bangladesh, Iran, Malaisie, Thaïlande, Indonésie, Corée du Sud, Afrique du Sud, Nigeria, Maroc, Égypte, Tunisie, Brésil, Mexique, Venezuela ...

Si l'on comprend bien que la succession des "ondes longues" n'a pas été une succession mécanique, mais un processus révolutionnaire en spirale, l'on est amené à se demander si, une fois la durée moyenne de l'onde longue, expansive puis récessive, ouverte en 1945, accomplie, c'est forcément un nouveau cycle du même type qui doit s'engager. Depuis maintenant une quinzaine d'années que la "nouvelle onde longue expansive" devrait, selon certains, être au rendez-vous et nous avoir d'ores et déjà apporté les bienfaits d'un "nouvel âge du capitalisme", le moins que l'on puisse en dire est que la question se pose. Nous y reviendrons.

Le cycle démographique.

Le quasi-triplement de la population mondiale, atteignant en gros les six milliards à la fin de la période, est en soi un fait sans précédent qui la singularise tout à fait. La singularité en est peut-être plus grande encore si l'on considère que jamais sans doute une telle prolifération d'un grand vertébré, formant une telle biomasse à lui tout seul et rejetant autant de déchets, ne s'était produite dans l'histoire de la vie sur terre.

Le phénomène est dû à ce que l'ensemble des pays dominés, dont beaucoup étaient encore, quelques décennies plus tôt, dans une économie pré-capitaliste, sont pénétrés par les rapports sociaux capitalistes à un rythme accéléré. La chute de la mortalité infantile alors que la natalité reste de type pré-capitaliste, élevée, pendant deux à trois décennies, qui est la cause directe principale du bond démographique, est à la fois une conséquence et un facteur actif de cette pénétration. Elle engendre le gonflement des trois secteurs de l'humanité exploitée et opprimée :

- une extension mondiale des effectifs de la classe ouvrière proprement dite, évoquée ci-dessus ;

- l'explosion des populations flottantes et misérables, des bidonvilles et *favelas*, du tertiaire informel et de l'économie de contrebande, de recyclage, de petits trafics, commerce sexuel et nouvelles formes d'esclavage comprises, qui forme une énorme "armée de réserve", pour employer le terme de Marx, globalement plus nombreuse que la classe ouvrière au plan mondial, et nourrissant d'ailleurs un marché international de la main-d'œuvre et les migrations correspondantes, par dessus les marchés nationaux du travail ;

-et le maintien, de plus en plus en situation de non-autosuffisance alimentaire et de dépendance (endettement, hypothèques, clientélismes, contrats léonins sur les semences, etc.) de vastes paysanneries.

Cette rapide description montre que la nouvelle explosion démographique, si elle répète à une échelle plus vaste et sur un laps de temps plus court l'expansion démographique européenne du XIX^e siècle, s'en éloigne aussi par des traits majeurs, par lesquels il apparaît que le capitalisme produit des mutations, et produit aussi les effets pervers et les blocages de ces mutations. En Europe au XIX^e siècle, la révolution démographique a produit, au plan numérique, 1°) une classe ouvrière, 2°) des couches petites-bourgeoises, diverses, résiduelles ou nouvelles, dont les paysanneries et 3°) l'armée de réserve et le lumpenprolétariat. Là, par contre, nous avons, numériquement, 1°) des paysanneries maintenues mais dépendantes et en partie croissante superflues, 2°) l'armée de réserve et 3°) les nouvelles classes ouvrières. Dans l'accroissement quantitatif même de l'humanité, se vérifie cette idée profonde, à condition de ne pas la saisir de façon unilatérale, que "les forces productives ont cessé de croître".

L'explosion démographique ne modernise pas les peuples concernés. A l'arrivée, des peuples plus jeunes et plus nombreux vivent beaucoup plus mal. Le comble de la vie impossible est réalisé dans les métropoles du "tiers-monde", Mexico, Lagos ou Calcutta, et dans les dépôts d'ordures habitées qui les encerclent. La vie plus nombreuse devient survie dans un cadre artificiel mais inhumain, qui est le capital accumulé lui-même.

C'est pourquoi la théorie des géographes occidentaux sur la "transition démographique", selon laquelle l'idéal serait que se produise dans le "tiers-monde" la même chose qui s'est produite dans les puissances impérialistes -qu'après la phase de hausse rapide des effectifs la baisse de la natalité produise un retour à l'équilibre- se heurte à la réalité : les relations sociales, et notamment familiales, pré-capitalistes, sont recyclées, reproduites, dans le cadre de familles disloquées, cadre dans lequel seule subsiste l'oppression patriarcale transformée, dégénérée, en violence des jeunes mâles à l'encontre des femmes et à l'encontre de leurs concurrents. A l'autorité du père succède la violence du mâle.

La situation des femmes est donc la question démocratique clef pour l'humanité, et avec elle la question laïque, la question de l'égalité des droits pour toutes et tous et de l'accès à la terre, au logement, aux soins et à l'eau. Des questions matérielles élémentaires deviennent des questions politiques, démocratiques, et révolutionnaires, tout à fait vitales.

La pilule contraceptive est la grande invention libératrice de cette période. Sa généralisation suppose l'abolition des rapports patriarcaux et donc des rapports d'exploitation. De fait, dans le cadre du capitalisme, soit cette généralisation se produit (en partie) dans les pays impérialistes, mais combinée au maintien des rapports patriarcaux, elle donne des résultats hybrides (marchandisation de la sexualité, double ou triple exploitation, et double ou triple journée de travail, pour des femmes réputées libérées et qui ne le sont pas, libération apparente par le machinisme électroménager qui se retourne en son contraire en raison de la quantité d'objets-marchandises à gérer dans un ménage, etc.) ; soit cette généralisation ne se produit pas, car les moyens n'en sont pas pris, dans la plupart des pays du monde où l'on constate pourtant que la natalité baisse, avec les moyens du bord, les populations étant contraintes à une autorégulation spontanée dont les femmes sont les acteurs essentiels.

De sorte que l'explosion démographique des années 1945-1989 débouche, dans la période actuelle, sur la plus grande incertitude : entre un scénario d'explosion réactualisant, comme cela a commencé avec le Sida et d'autres maladies, "la peste, la guerre et la famine", et un scénario de retournement radical avec chute planétaire de la natalité, peut-être aggravée par une crise de la fécondité masculine sans précédent due aux pollutions de l'environnement, scénario dans lequel un pays comme la Chine subirait un vieillissement moyen sans commune mesure avec ce dont l'Europe se plaint, ou encore avec une combinaison de ces deux scénarios selon les pays et les continents, la situation est devenue

plus incontrôlable et inquiétante que jamais à l'heure pourtant du contrôle des naissances. De même, le capitalisme instaure la famine à l'heure de la surproduction alimentaire ...

Ouverture des possibles et entrée en crise : les relations individuelles et organiques.

Sous ce titre un peu mystérieux, je désigne ici un fait d'une grande importance encore, lié à la question démographique. La cellule familiale éclate et la situation des femmes est mise en cause, à un degré sans précédent. La montée en puissance de mouvements féministes durant la période 1945-1989, connaissant leur apogée dans les pays impérialistes après 1968, est la manifestation consciente de ce phénomène. En même temps, rien n'est réglé : toutes les structures patriarcales demeurant, dans les conditions de plus en plus éclatées évoquées tout à l'heure, par lesquelles l'autorité du père tend à se résoudre en violence du mâle, les phénomènes régressifs se multiplient, particulièrement dans la seconde phase de la période, après 1968-1973 et se renforceront après 1989 : dégénérescence mercantile de la "libération sexuelle", voire dégénérescence puritaine ou communautariste de certaines formes de féminisme, mais surtout accès de violence anti-féminine dans les mouvements réactionnaires à référence religieuse, islamisme, fondamentalisme chrétien, et extension angoissante de la pratique du viol comme arme de guerre. Aux origines du fascisme, la "haine de la femme" avait été proclamée, dès les années 1900, par le poète futuriste italien Marinetti. Cette haine correspond à la tentative du capitalisme parasitaire et impérialiste de se soumettre non seulement toute forme de travail, mais toute valeur d'usage et toute condition naturelle de la vie et de la production.

Car le travail féminin gratuit, la grossesse et l'accouchement, les soins aux enfants, sont par excellence les activités qui, pour l'humanité dans son ensemble et pour chaque être humain en particulier, produisent le plus de valeur véritable, de valeur d'usage. Une humanité civilisée, socialisée, ne serait pas une humanité dans laquelle ces activités seraient laissées à des machines auxiliaires, mais bien une humanité les mettant au cœur de sa pratique, de sa conscience et de sa culture, une humanité faisant enfin d'elle-même sa propre fin. L'émancipation des femmes est donc en relation avec le retour, sur une base supérieure, à la primauté de la valeur d'usage, sorte de féminisation et de maternalisation de l'humanité toute entière. La réaction anti-féminine de forces comme l'islamisme, comme la marchandisation et la standardisation du corps féminin, et à sa suite du corps masculin, constitués en objets pourvus d'une valeur d'échange, sont autant de phénomènes qui vont à l'encontre de cet avenir possible, possible seulement par la réalisation de la démocratie par la socialisation des moyens de production.

La hausse exponentielle de la productivité du travail et les progrès médicaux, ainsi que l'enrichissement de l'alimentation ont d'autres conséquences : allongement de l'espérance de vie moyenne mais en même temps maintien des inégalités en la matière, augmentation de la taille moyenne des individus. Le capitalisme crée là encore une réalité qu'il ne peut pas accepter : les périodes durant lesquelles la personne n'est pas définie comme vouée à la production de plus-value s'allongent démesurément, tout du moins dans les pays impérialistes, d'une part en amont (adolescence), d'autre part en aval ("troisième âge"). Dans le cadre du capitalisme, ces deux périodes deviennent un problème. Les pays impérialistes connaissent le "conflit des générations" dans la période 1950-1973, puis le "douloureux problème des retraites", du au refus du capital de restituer un salaire différé pour les vieux travailleurs retirés de la production. Le capital ne peut en effet accepter la socialisation du salaire (cf. les travaux de Bernard Friot).

Au plan psychologique, médical et même anatomique, ces deux périodes, l'enfance prolongée et la vieillesse, deviennent des périodes à problèmes. Le mode de production capitaliste, dans les pays les plus riches, fait de la mort un processus artificiel et, après avoir suscité les progrès médicaux à l'origine de l'allongement de la vie, refuse les crédits pour ceux qui permettraient de vieillir et de mourir en bonne santé physique et mentale.

Les phénomènes décrits au paragraphe précédent concernent surtout, dans un premier temps, les pays impérialistes. Mais, dans un second temps, ils se généralisent de manière explosive aux pays du monde entier, dans lesquels la question de la jeunesse, que ce soit au Brésil ou en Algérie, a d'ores et déjà pris des proportions explosives, faisant de jeunesse le synonyme de précarité et de misère absolue, bien qu'il s'agisse d'une misère abondamment pourvue en marchandises inutiles -ou à cause de cela.

Le second vingtième siècle a commencé à faire une réalité pratique de la découverte scientifique de Freud à la fin du XIX^e siècle, à savoir que la personnalité humaine se développe à partir d'une sexualité polymorphe (que Freud qualifiait de "pervers polymorphe" et dont il pensait, de manière erronée en ce qui concerne le stade actuel de développement de l'humanité, que sa répression, bien qu'engendrant les névroses, était nécessaire à la sublimation et donc à la civilisation). La tendance à vouloir que cette répression baisse et sa baisse effective dans les pratiques éducatives à l'échelle mondiale (d'abord, là encore, dans les pays impérialistes, puis partout, même dans les régimes officiellement puritains, dont les régimes staliniens, islamiques ou confucéens) ne débouche sur aucune libération. Les jeunes élevées de manière "libérale" et consumériste sont confrontés à l'adolescence à la précarité des relations sociales qui leurs sont léguées, à l'obligation pour vivre et à la difficulté croissante de vendre leur force de travail, à un déni des demandes véritables et concrètes qu'ils sont en droit de faire à la société, alors qu'ils ont été abreuvés de marchandises.

Les mouvements de libération homosexuels sont aussi, notamment depuis les événements de Stonewall dont la date n'est pas fortuite (1969), un fait hautement significatif de la période. Mais ils ne débouchent pas, eux non plus, sur une libération effective, mais dans le meilleur des cas sur une ghettoïsation marchande.

Finalement, cette période est celle durant laquelle conscience est prise que le corps humain lui-même devient un enjeu manipulable. Mutants, clones et cyborgs apparaissent par anticipation dans la BD américaine. L'élargissement des possibles dans ces domaines fait apparaître des perspectives, dans le cadre d'une société fondée sur l'exploitation de l'homme par l'homme, la séparation de la société et de l'État et la domination idéologique des consciences, qui sont absolument terrifiantes.

Et simultanément, les questions sanitaires et médicales de base ne sont pas réglées. Durant la période 1973-1989 apparaissent par contre toute une série de nouvelles maladies épidémiques, dont la plus connue est le Sida. Le lien entre les facteurs de morbidité et l'évolution de la société est certain. Dès la fin des années 1980, les prévisions démographiques concernant le continent africain entérinent le fait que l'équilibre alimentaire dans les conditions de pauvreté et d'échange inégal imposées artificiellement à cette partie du monde, pourra à moyen terme être réalisé par la décimation et plus encore, de ses habitants par le Sida.

Peste, guerre et famine ...

Ouverture des possibles et entrée en crise : les rapports avec la nature.

Marx conclut un chapitre important du *Capital* en accusant celui-ci d'épuiser simultanément *"la terre et le travailleur"*. Du propre point de vue de Marx, cette affirmation pourrait être contredite, en ce qui concerne la terre, par d'autres passages de son oeuvre, notamment ceux qui réfutent la loi des rendements décroissants du sol de Ricardo, en insistant sur les possibilités de l'application de la chimie à l'agriculture. Durant le second vingtième siècle, cette affirmation redevient vraie, sur une base supérieure et mondiale.

Le milieu "naturel" (dont l'humanité elle-même fait partie) est traité par le capital comme un réservoir de ressources gratuites et comme un collecteur de déchet illimité. La principale source d'énergie de ce mode de production est la combustion des hydrocarbures. D'une façon générale, trois conséquences graves s'ensuivent :

- le retour accéléré des roches carbonées dans l'atmosphère par combustion produit une crise climatique (tendance générale au réchauffement, perturbations qui s'accroissent à partir de l'extrême fin du XX^e siècle).
- des pollutions de toutes sortes s'accumulent un peu partout.
- à un rythme qui n'a dû être dépassé, auparavant, que lors de catastrophes du type météorites, les espèces animales et végétales s'éteignent.

La recherche scientifique évoluant parallèlement, et de manière non fortuite, à l'action du mode de production lui-même, la théorie de l'évolution en biologie connaît une modification importante autour des années 1990 : elle n'apparaît plus comme linéaire, mais comme dialectique, procédant par des bonds qualitatifs et "hasardeux", non déterministes. En même temps, la tendance à tout expliquer par des catastrophes extérieures (et la vogue des dinosaures supposés avoir été abattus par une météorite) manifeste la difficulté idéologique à penser une évolution par révolutions, par bonds dialectiques internes dans lesquels les facteurs exogènes n'ont de sens que par rapport à l'auto-développement de la totalité organique. Ceci dit, les progrès de la connaissance en ce domaine permettent d'affirmer un fait de très grande portée : la crise du mode de production capitaliste, devenue crise de l'humanité, est aussi une des grandes crises de la biosphère et de la planète. La grande extinction des espèces déclenchée par l'activité humaine est la sixième que nous connaissons dans l'histoire de la terre, après celles de -440 millions d'années, de -360, de -245 (grande extinction permienne), de -200, et de -60 ("fin des dinosaures").

Le courant écologiste s'est constitué en se voulant une réponse politique spécifique à cette dimension nouvelle des problèmes, isolant donc celle-ci, ou considérant que son extension est telle que c'est cette dimension qui doit contenir les autres. Mais en estimant que la cause est dans le productivisme en soi, isolant le fait de la production du rapport social d'exploitation de l'homme par l'homme, il se place dans une posture dans laquelle l'arrêt du productivisme en soi, isolé de la libération de l'exploitation qui en est la condition, pourrait surmonter la crise de la biosphère. De la même manière, il faudrait faire baisser les effectifs de la population mondiale. En fait, les processus déclenchés par la production capitaliste sont en eux-mêmes irréversibles (modification du climat, extinction des espèces, changement chimiques du milieu). S'il est vrai que la limitation des dégâts et des émissions de déchet est indispensable, la solution du problème n'est pas dans l'auto-limitation, la réduction des horizons, la réduction de la production et la restriction de la reproduction. Seule une poursuite démocratiquement, consciemment contrôlée, de la fuite en avant pourrait assurer la reconstitution d'une nature présentant les caractères que l'humanité, devenue nostalgique, aspire à avoir dans une nature sauvage, tout en étant un jardin humain ; une biodiversité reconstituée par la création génétique ; et des processus climatiques contrôlés. Le défi de faire de notre planète une machine vivante et de s'auto-constituer en conscience de celle-ci, tout en se déployant -cela va avec- vers les autres planètes et les espaces extérieurs- ce défi prométhéen ne consiste ni dans la poursuite faustienne du développement capitaliste, ni dans l'utopie impuissante d'un arrêt de celui-ci, mais dans un dépassement réciproque de ces deux pôles opposés.

L'arrêt de la croissance des forces productives à l'échelle globale, le pourrissement des conditions objectives de la révolution socialiste, prend donc le contenu d'une multiplication des raisons et de l'échelle de ces raisons, par lesquelles la révolution est nécessaire, et donc possible.

La crise de la culture.

Même type de contradictions : jamais les informations et les connaissances, et les moyens d'y accéder, n'ont été aussi massivement diffusés, mais jamais l'écart entre le niveau atteint des connaissances scientifiques et techniques et la conscience commune n'a été aussi béant.

Il est coutumier d'expliquer ce dernier fait par ce qui serait un caractère en somme propre à la science moderne, inconnaissable par elle-même au vulgaire parce qu'inexprimable dans les termes du langage courant et du sens commun. La relativité, et plus encore la mécanique quantique, ne seraient concevables qu'en tant que savoir ésotérique réservé aux élus ayant bénéficié d'une longue initiation, quelques uns d'entre eux daignant de temps à autre accorder au peuple la faveur d'une vulgarisation très souvent empreinte de religiosité.

L'incapacité, voire le refus, de faire de la culture scientifique contemporaine une culture de masse, est en réalité un trait structurel du mode de production capitaliste à son stade présent, rien dans la conscience commune ne s'opposant à une compréhension efficace des conquêtes contemporaines de la science.

La science devient donc une sorte de magie, et les êtres humains évoluent de plus en plus dans un univers technologique et urbain, capital accumulé autour d'eux, qui leur échappe dans son fonctionnement et sa finalité, plus que la forêt primitive échappait à ses habitants.

Parallèlement au blocage de la (bonne) vulgarisation scientifique, qui n'est dans nul pays aussi patent qu'aux États-Unis, centre de la recherche mondiale et forum de toutes les superstitions, les axes de la culture traditionnelle, qui avaient été le soubassement intellectuel aussi bien d'un Newton que d'un Marx, d'un Darwin que d'un Einstein, ne sont plus transmis.

Ce phénomène résulte à la fois de la crise de l'institution traditionnelle de transmission des valeurs, la famille, sans solution de remplacement, et de ce que la bourgeoisie et les couches étatiques dominantes de type bureaucratique n'ont pas spécialement besoin de la culture classique pour assurer leur domination. Une mutation progressive s'est accomplie dans l'éducation bourgeoise en l'espace d'un gros siècle. La rhétorique et l'éducation victorienne ne sont plus du tout nécessaires à l'exercice des fonctions de courtier du capital spéculatif. La profession de foi de cynisme vulgaire carburant aux amphés ou à la cocaïne est largement suffisante. De plus, le marxisme est un fruit direct de la culture classique et de la tradition philosophique gréco-latine et occidentale, l'un de ses fruits les plus achevés. La culture classique s'avère donc finalement dangereuse pour la bourgeoisie. Prise au sérieux, elle la menace, et comme ornement et critère de distinction, elle est superflue et coûteuse. A la rigueur, et encore, elle peut la rabaisser en une mode, ou en un sujet spécialisé pour instituts spéciaux.

La massification de l'enseignement et la diffusion de l'information sont donc allées de pair avec la rupture dans la transmission de la tradition et dans la diffusion populaire mais réelle des connaissances scientifiques. Contrairement à ce qui s'était produit lors de l'avènement de la démocratie dans la Grèce antique, la culture auparavant aristocratique ne s'est pas diffusée, mais elle s'est interrompue.

Cette interruption commence par la rhétorique, la littérature et les langues anciennes. Elle s'exprime dans la manière dont les traditions, jusque là créatives par leurs retournements successifs, chaque avant-garde se soulevant contre la forme de la tradition qui l'a précédée et, hissée sur ses épaules, finissant par l'enrichir, finit par aboutir à une impasse. En matière philosophique, depuis le XIX^e siècle la philosophie ne parle plus du monde et des êtres humains mais ratiocine sur elle-même ou vaticine contre elle-même (philosophie continentale franco-germanique) ou sur la forme du discours et de l'énoncé (philosophie anglo-saxonne). En matière artistique, les avant-gardes et les Sécessions de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e ont été le dernier grand jaillissement, appuyé sur tout

ce qui l'a précédé depuis la peinture gothique médiévale tout en s'en libérant. Mais cette libération en quelques décennies devient "l'art contemporain", forme spéculative et prétentieuse, officielle et étatique, de l'art présenté au vulgaire comme ne pouvant accéder à sa compréhension et, quoi qu'il choque son désir esthétique, comme requérant violemment sa soumission.

L'interruption dans la tradition humaniste européenne se retrouve dans les autres grandes traditions intellectuelles, c'est-à-dire en particulier en Chine et au Japon.

L'hostilité populiste ou ouvriériste, stalinienne ou gauchiste, à la culture "bourgeoise", comme la même hostilité envers la démocratie "bourgeoise", fait en l'occurrence le jeu de la bourgeoisie devenue impérialiste, parasitaire et illettrée. Le consumérisme marchand, le jeunisme et le gauchisme peuvent tirer dans le même sens ; l'un des moments les plus terribles du XX^e siècle se produit lorsque les Gardes rouges chinois font assaut d'iconoclasme et de violence contre tout l'héritage culturel chinois et occidental, au profit d'un vide soi-disant "révolutionnaire" qui, en fait, fait place nette, contre le vrai contenu démocratique de la révolution chinoise, à la restauration du capitalisme par les bureaucrates mafieux.

Une continuation de la tradition, dans une humanité libérée, ne serait bien entendu pas une auto-reproduction de la tradition, mais un enrichissement et même un dépassement. Le second vingtième siècle a vu la diffusion mondiale rapide de nouveaux éléments culturels et une créativité intense, aussi rapidement consumée et convertie en valeurs marchandes et bruyantes qu'elle se manifestait. C'est précisément l'Amérique, et en Amérique les États-Unis, en relation avec le monde anglo-saxon mais à partir d'un catalyseur initial fourni par les Noirs, qui relance la création culturelle, la création de nouvelles traditions et de nouvelles oeuvres universelles. Les quatre grands domaines, tous en majeure partie stérilisés au fur et à mesure de leur mise en branle, de cette création nouvelle sont l'architecture urbaine, le cinéma, la bande dessinée et, à partir du jazz, la musique en général (rock, pop). Le rôle potentiel de l'Amérique apparaît clairement ici, mais, en tant que facteur culturel progressiste, il est rapidement nié de l'intérieur par sa marchandisation et il débouche sur l'inondation mondiale d'une espèce de soupe cynique et niaise tout à la fois, tendant à tout uniformiser c'est-à-dire à tout castrer, assécher, dévaster en s'imposant *via* les moyens audiovisuels dans la vie privée, pour y imposer leur vide.